

L'audit patrimonial, un nouvel outil au service du développement local

Dominique OLIVIER, 1996

Histoire d'un petit terroir déshérité du Lot qui se découvre une identité positive et dont la population se reprend à croire en elle-même.

Hiver 94

L'assemblée générale de l'Association Ségala Limargue (ASL) se déroule comme à son habitude. Une vingtaine d'élus sont présents, ainsi qu'une dizaine de « bonnes volontés ». Tout se passe bien : les activités se sont maintenues, les comptes sont équilibrés. Pourquoi donc l'ambiance est-elle si morose ?

L'ASL est une association de pays regroupant 41 communes et qui œuvre depuis déjà 12 ans pour le développement de son territoire. Elle mène des actions d'ordre économique, culturel et social. Elle a d'ailleurs le statut de centre social. Quelle longue route ! Que de batailles ! Que de dossiers (contrat de pays, charte intercommunale, etc.) ! Que de satisfactions aussi ! Alors pourquoi donc l'ambiance est-elle morose ?

La population se mobilise peu. Les habitants utilisent l'association mais ne se l'approprient pas. Or, c'est un outil qui doit être à leur service. Il y a un net décalage entre les ambitions des uns et des autres en termes de développement local. En effet, les administrateurs ont l'impression de constituer à eux seuls l'association, ils considèrent que leur mission est d'animer le développement, alors qu'ils savent bien que si la population ne s'approprie pas la démarche, elle est à terme, vouée à l'échec. C'est là une des raisons de leur inquiétude.

La question qui se pose sur ce territoire est la suivante : comment définir une politique de développement à moyen et long terme, tout en mobilisant la population autour d'objectifs précis ?

Pour y parvenir, suite à diverses circonstances, un audit patrimonial a été réalisé en Ségala Limargue durant l'année 1994.

Un an après...

1. La révélation d'une volonté profonde partagée par tous : garder les jeunes au pays ; et la certitude que les jeunes ne resteront que si une vie sociale normale pour une fin de XX^e siècle y est possible. Le revenu n'est pas le critère primordial de leur choix.
2. La mise à jour de la motivation réelle des habitants du Ségala Limargue à s'engager pour atteindre cet objectif, pour dessiner l'avenir qu'ils veulent pour leur pays. Cette volonté était jusqu'alors muselée par le fait que d'autres décidaient pour eux.
3. La caractérisation d'un blocage essentiel : le manque de temps disponible. Fondamentalement, les gens aimeraient s'engager dans des actions en faveur de leur pays,

mais ils n'ont pas le temps. Nous avons pris conscience que chaque artisan, commerçant ou agriculteur est saturé de travail sans pouvoir néanmoins embaucher de façon classique.

4. Le problème de l'emploi doit être pris de façon différente. La preuve en est la création de groupements d'employeurs, de manière pratiquement spontanée suite à la restitution de l'audit. Une réunion a, en effet, à cette occasion, mis en présence des gens qui n'avaient plus l'occasion de se rencontrer et donc de se rendre compte qu'ils avaient des intérêts communs. Cela a permis de créer des emplois et de libérer du temps. Créer deux emplois par commune de ce type semble être un objectif réalisable à moyen terme.
5. La prise de conscience que ce type de création d'activité est plus facile à réaliser et moins fragile à l'épreuve du temps que de se battre pour l'installation d'une entreprise de 80 personnes en Ségala Limargue.
6. Les habitants désirent très profondément gérer certains aspects de leur pays en commun comme les forêts, l'aménagement des villages... En effet, pour eux, le « bien commun » est ce qui fait « le territoire » et c'est autour de la gestion de ces aspects qu'ils peuvent se retrouver, se conforter, se comprendre. Le développement économique de ces trente dernières années, le fonctionnement des institutions ont fait que tout acte de développement est structuré en filière. Les agriculteurs, les commerçants, les artisans et même les élus restent chacun dans leur sphère respective. De fait, la gestion de l'environnement ou de la qualité paysagère ont par exemple été délaissées. La qualité du territoire s'en est trouvée diminuée aux yeux de l'extérieur mais aussi et surtout, aux yeux des habitants. Ce constat a été pour beaucoup dans la perception négative qu'avaient les habitants du Ségala Limargue de leur pays. Plus d'un se sont découragés !
7. La mise à jour d'une identité positive : aujourd'hui, les habitants prennent conscience de la valeur de leur territoire. Et après avoir été sur la défensive, pessimistes, défaitistes, ils sont prêts ensemble à engager une négociation positive avec l'extérieur, les territoires ruraux voisins, les villes voisines.

Aujourd'hui...

Nous constatons :

En septembre 95, la Préfecture du Lot demande à chaque maire s'il a des besoins à inscrire dans le dossier « Fonds de gestion de l'espace rural ». Certaines qu'un projet à l'échelle du territoire serait plus pertinent, 55 personnes sont présentes dès la première réunion. Le comité de pilotage est constitué en 10 minutes.

Les élus présents délèguent leurs responsabilités aux personnes concernées. Toutes choses impensables il y a 18 mois. Démonstration est faite de l'existence d'une volonté de maîtrise commune de la gestion de l'espace.

Un projet de pays est mis en œuvre sur la base de ce que souhaite la population sur le fond (sur les différents axes : économie, accueil, environnement, etc.) et sur la forme (participation de la population, négociation) en partenariat avec les institutions extérieures.

Décembre 95, assemblée générale de l'ASL : 95 personnes présentes. Un débat de fond. Tout a changé : les gens s'engagent !

Mais attention, si l'audit patrimonial a permis de définir les thèmes autour desquels les habitants sont prêts à s'engager, il faudra respecter deux choses :

- créer un espace de négociation : à partir du moment où les gens ont été amenés à s'exprimer sur leurs désirs profonds et les conditions de leur engagement, ils ne peuvent plus accepter que la parole leur soit retirée. Le risque encouru est de les voir se démobiliser.
- laisser à la population le temps de s'approprier la démarche et freiner certains leaders que leur bonne volonté pousse à aller trop vite. Le développement local n'est pérenne que si les gens se l'approprient !

Au-delà des problèmes soulevés par Françoise Renard aujourd'hui, et par les administrateurs de l'Association Ségala Limargue voilà un an, se pose une question cruciale pour l'avenir du monde rural : comment ancrer la vie et le développement d'un pays sur l'engagement de ses habitants ? Sol et Civilisation considère que l'audit patrimonial est un outil permettant de répondre à cette question. C'est pourquoi, elle a décidé d'accompagner les démarches entreprises en Ségala Limargue et en pays villeneuvois.